



**HAL**  
open science

## Le prix de l'invisible: Les femmes dans la pandémie

Nathalie Blanc, Sandra Laugier, Pascale Molinier

► **To cite this version:**

Nathalie Blanc, Sandra Laugier, Pascale Molinier. Le prix de l'invisible: Les femmes dans la pandémie. La vie des idées, La Vie des Idées, 2020. hal-03745148

**HAL Id: hal-03745148**

**<https://hal-paris1.archives-ouvertes.fr/hal-03745148>**

Submitted on 3 Aug 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Source: <https://laviedesidees.fr/Le-prix-de-l-invisible.html>

Nathalie Blanc, Sandra Laugier et Pascale Molinier

19 mai 2020

## Le prix de l'invisible: Les femmes dans la pandémie

**Pourquoi les femmes, omniprésentes dans la lutte contre la pandémie et ses effets, n'obtiennent pas la visibilité qu'elles méritent ? La crise que nous vivons est révélatrice de nos dénis et de notre mépris des activités ordinaires.**

La crise sanitaire du Covid-19, si dramatique soit-elle, ressemble aussi à une répétition des catastrophes à venir, sanitaires et écologiques. Dans cette crise, les femmes sont curieusement omniprésentes... et absentes. Présentes sur tous les fronts, car on ne cesse de nous les montrer dans les médias : à la machine à coudre, fabricant bénévolement des masques « alternatifs » ; au balai, faisant le ménage dans les hôpitaux et magasins encore ouverts ; au chevet des patients, à la caisse des commerces qui permettent de poursuivre une vie vivable. Une vague mauvaise conscience collective se fait jour ; les clients saluent et remercient les caissières à qui il y a quelques semaines ils n'accordaient pas un regard, réglant mécaniquement leurs achats tout en s'adressant via leur téléphone portable à une personne à distance, clairement bien plus importante. Les politiques vantent le travail des soignants, médecins et infirmières, à qui depuis des années ils refusent avec mépris la moindre augmentation de moyens, plaçant l'hôpital public dans une situation de dénuement telle que dans les premières semaines de la crise, ses personnels n'avaient aucun moyen de protection contre l'épidémie.

La pandémie joue comme un dispositif de visibilité pour des pratiques habituellement discrètes, et favorise la prise de conscience de l'importance du *care*, du travail de femmes et autres « petites mains » dans la vie quotidienne, souvent revenue entre les murs de la vie domestique. C'est bien ce qu'on appelle le travail du *care* qui assure la continuité de la vie sociale. On redécouvre Joan Tronto pour la version politique du *care* qu'elle a proposée pour mettre l'accent sur l'activité de care, et ne pas le limiter aux affects ; mais il ne faut pas négliger la définition qu'elle propose :

Au sens le plus général, *care* désigne une espèce d'activité qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir en état, pour préserver et pour réparer notre monde en sorte que nous puissions y vivre aussi bien que possible. Ce monde comprend nos corps, ce que nous sommes chacun en tant que personne, notre environnement, tout ce que nous cherchons à tisser ensemble en un filet serré et complexe dont la destination est de maintenir la vie.

« Il faut défendre la société » certes. Mais celles et ceux qui la défendent, ce sont des invisibles que jusqu'à récemment on tenait pour la face immergée de la société, les « *taken for granted* » qui rendent nos vies possibles. Réduits (en totalité ou en partie) à notre vie domestique, une grande part des citoyens réalisent qu'ils et elles nous ont constamment besoin de *care*... parce que soudain, ils assurent, hommes et femmes, enfin, une part de ce travail, ce ménage, ce rangement, cet élevage des enfants... souvent en temps « normal » confiés à d'autres. La grammaire du *care* s'est remarquablement imposée à tous : nous

sommes tous dépendants des autres, que ce soit pour des besoins vitaux, à la vie à la mort, ou pour des besoins plus ordinaires. Ce sont bien les deux sens de la forme de vie, biologique et social, qui soudain s'imposent à nous : la vie qui nous est donnée et que nous pouvons perdre ; la vie ordinaire, rendue possible ou aidée. Le continuum des activités du *care*, si complexe à expliquer en théorie, saute aux yeux.

La conscience de la vulnérabilité est aussi ce qui permet cette nouvelle sensibilité. Nous sommes *tous vulnérables* même si pas de la même façon ou au même degré, y compris dans le risque sanitaire. L'autonomie, tant vantée par les philosophes – et par les féministes traditionnellement, dont ce fut la priorité de la première vague – se révèle une illusion d'optique : l'autonomie des un.es est rendue possible par le travail des autres. On redécouvre l'importance de la solidarité et de la protection, à l'inverse des discours politiques qui dominant en France depuis des décennies. Tout semble prêt pour un changement de valeurs, ou plutôt la prise en compte enfin des valeurs premières que sont l'attention à autrui, la protection égale due à chacun, la dignité de la vie.

### **Femmes au bord**

Pourtant, les femmes sont les grandes absentes aujourd'hui de la réflexion et de l'action politique, comme si la crise, qui révèle crûment leur rôle, les maintenait encore au bord de la discussion, toujours invisibles. Les femmes sont remarquablement peu présentes dans l'espace public des médias et de la politique, en temps normal (25 % des couvertures et sujets), désormais elles sont [marginales](#) ; les experts hommes se succèdent au micro ou à la tribune, pleins de certitude et de compétence, pour « penser l'après » (car penser a systématiquement droit au complément d'objet direct) : quatre hommes en une du Parisien nous racontent « le monde d'après », Figarovox nous propose de « penser la crise » avec Sylvain Tesson, Pierre Manent, Jean-Pierre le Goff, Arnaud Teyssier, Jean-Pierre Le Goff, Joshua Mitchell, Pierre Vermeren, Michel Onfray, Alain Finkielkraut et Chantal Delsol. La parole masculine s'exhibe dans tous les médias, comme l'a récemment noté le Haut Conseil à l'Égalité, déplorant la présence ultra majoritaire des hommes [sur les plateaux TV](#). Les députées de gauche viennent de souligner le caractère pénible du défilé des orateurs masculins lors du [débat sur le confinement](#), dans une Assemblée qui avait constitué un progrès vers la parité. Affichant le monopole de l'expertise, cette parole omniprésente est un rappel constant de la domination masculine dans un monde qui se révèle soutenu par le travail des femmes. Dans le champ intellectuel, les hommes signent la grande majorité des tribunes et analyses des conséquences du Covid publiées dans les médias. Ils publient plus qu'avant, les femmes beaucoup moins, et les chiffres des soumissions d'articles par les femmes sont en [chute libre](#).

De l'autre côté, moins bavard, une vie ordinaire qu'il faut au jour le jour réagencer au temps du Covid-19 : des femmes en majorité dans les professions de *care*, au corps à corps avec des malades, au contact avec les clients dans les supermarchés ; jonglant avec les tâches domestiques qui leur sont essentiellement dévolues (trois repas par jour, sans cantine ni pour

les grands ni les petits) même s'il y a des progrès dans certaines familles des nouvelles générations, le temps donné au travail domestique par les femmes demeure largement supérieur, et d'ailleurs l'objet de nombreuses disputes, comme l'indique une première enquête IFOP. Des enquêtes en cours nous permettront de savoir si les tâches éducatives prescrites par l'Éducation nationale sur le mode forcené de l'activisme ont été préférentiellement réalisées par les mères, mais on sait déjà qu'aux États-Unis 80 % des femmes considèrent qu'elles en font plus, même si 50 % des hommes pensent que non. Les femmes réalisant par téléphone et skype le travail de lien qu'elles font le plus souvent entre les générations... en sus de leur télétravail, ou de leur travail sur le terrain... Toutes ces femmes qui s'activent à faire tenir le monde, à recréer de l'ordinaire, ne sont encore créditées d'aucune expertise, d'aucun savoir susceptible de réorganiser le monde. Le temps du Covid-19, qui a conduit tant de gens à réaliser ce qu'ils leur doivent (d'où les remerciements qui apparaissent, d'où les applaudissements qui incluent désormais les caissières et aide-ménagères même si depuis le début c'est « merci aux soignants ») met paradoxalement en scène une exacerbation des rapports sociaux de sexe.

L'enquête de l'INSERM en cours donnera des chiffres plus précis, on peut l'espérer. Caroline Criado Perez dans *Invisible Women : Exposing Data Bias in a World Designed for Men* (2019) explique que 29 millions d'articles ont été publiés concernant Zika et Ebola, mais moins de 1 % des publications concernait l'impact genré de l'épidémie. Ferons-nous mieux avec le Covid-19 ? Donnant à voir l'importance du travail des femmes en période de catastrophe, la crise actuelle devrait pourtant faire prendre conscience du rôle essentiel des femmes dans la production de l'environnement quotidien partout dans le monde, mais aussi des risques que font courir à tous l'invisibilisation de leur contribution et le mépris collectif pour toutes les tâches de soin et d'entretien quotidien.

Les métiers ou compétences principalement concernées par la lutte contre le Covid-19 dans l'accompagnement des vies quotidiennes sont ceux des aides-soignantes (91 % des femmes), des infirmières (87 % des femmes) ou des caissières et vendeuses (76%), des activités pourvoyeuses de soins en société ou de sécurité dans l'approvisionnement, sans compter les enseignantes (71 %). Même les médecins hospitaliers sont, aujourd'hui, majoritairement des femmes ainsi que les généralistes et les pharmaciennes. La proportion de femmes grimpe encore parmi les employés en maisons de retraite et chez les aides familiales à domicile (97 %). De nombreux collectifs essentiellement féminins se sont développés pour pourvoir à la fabrication artisanale de masques, spécialité française ; souvent des bénévoles, comme en atteste l'article paru dans *Entre les lignes, Entre les mots*. Ces femmes-là sont prises en considération dans les médias, mais elles le sont à la mesure de la valeur accordée au travail de *care* : toujours décrit de façon anecdotique, dans la rubrique des faits de société, secondaire par rapport aux combats des médecins et aux arbitrages des politiques. Annabelle, couturière professionnelle, s'indigne : « Pourquoi ne pas avoir rémunéré les couturières ? On dirait qu'une fois de plus, on considère notre métier comme un loisir du dimanche... On semble oublier que les couturières, comme les soignantes, les caissières ou les éboueurs, sont des fonctions essentielles durant cette crise. Beaucoup de ces professionnelles sont pourtant

dans des situations socio-économiques précaires. L'État aurait pu choisir de les faire travailler et de les soutenir, ne fût-ce que pour honorer leur travail, qui n'est pas accessoire mais nécessaire. » La gratuité du travail attendu des couturières, qui parfois doivent fournir les matériaux, renvoie au sexisme latent d'une société où le travail de femmes est par définition gratuit et généreux, se contentant d'un « merci ».

Ces masques fabriqués (ou ces repas livrés aux personnels soignants par des chefs cuisiniers) sont pourtant significatifs d'une capacité partagée dans le monde ordinaire à saisir rapidement ce qui compte dans la situation présente et à mobiliser ses compétences au service des autres. Ainsi se voient quotidiennement opposés et hiérarchisés les experts de la lutte héroïque contre la pandémie et les petites mains qui en humanisent les conditions, cherchent à rendre le monde vivable. Les médias, la télévision surtout, dont le JT a retrouvé toute sa puissance de transmission des valeurs, créent ainsi, au profit des dominants, un imaginaire de crise qui maintient fermement les anciennes catégories du pouvoir dans une période mouvante.

Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, a demandé un rapport avec analyse multicritère (quantité, temps de parole, horaires de diffusion, biais de genre...) de la place des femmes expertes dans les médias au sens large en cette période de confinement et de crise de Covid-19, et de la place des femmes journalistes. Le résultat promet d'être intéressant. L'effacement des contributions féminines est inscrit jusque dans l'usage de la langue, où il serait prétendument juste d'étendre le masculin à des professions à plus de 80 % féminisées, comme l'a fait le président lors de sa dernière intervention. Certes, « le masculin l'emporte sur le féminin », mais peut-être ce rappel est-il [un peu inapproprié](#). Il est également frappant que les infirmiers semblent plus présents dans les reportages à la télévision ou à la radio que ne le sont les infirmières.

Pendant ce temps, les femmes sont massivement impactées par les conséquences financières de la crise du Covid-19, sachant que l'écart salarial en France est, selon le niveau de salaire, [entre 10 % et 25 %](#) à statut et temps de travail égaux. Alors que 8 % des hommes travaillent à temps partiel, c'est le cas de 31 % des femmes, ce qui signifie des revenus plus faibles que la moyenne. Quel que soit leur statut de travailleuses, les 3/4 doivent se charger matériellement et mentalement (« la charge mentale ») complètement des tâches domestiques pendant, environ, 3 heures par jour. Notons que les infirmières n'y échappent pas. Une des raisons de leur faible présence médiatique ? Auraient-elles mieux à faire ? Si on suit cette logique, ce sont ceux qui auraient le moins à faire qui pourraient s'autoriser à témoigner... Si l'on adopte la rhétorique déployée dans les premiers temps de l'épidémie du Covid-19 par le président Macron, on pourrait citer les propos de Joffre, officier général français de la Première Guerre mondiale, qui avait lancé sous forme de boutade, en 1915 : « Si les femmes qui travaillent dans les usines s'arrêtaient vingt minutes, [les Alliés perdraient la guerre !](#) ». Malheureusement, la rhétorique de la guerre qui voit dans les femmes une armée de réserve est une façon de consolider les inégalités de genre : hier les femmes furent renvoyées dans leurs foyers, aujourd'hui les activités ordinaires de *care* sont dites en « troisième ligne », sous évaluées et sous-payées. On ne peut que se scandaliser, avec la majorité des soignantes, du

mépris que représente la proposition d'une prime de 500 à 1500 euros quand c'est ce montant qu'il conviendrait au moins de rajouter mensuellement aux salaires.

### **L'ordinaire et le politique**

Si les femmes jouent un rôle crucial dans la production d'une sphère domestique, elles jouent en temps de crise un rôle supplétif et d'accompagnement de la crise. Elles permettent de maintenir le fil de la vie ordinaire, mais elles sont dévaluées et invisibilisées, au même titre que la vie ordinaire elle-même. Comment comprendre mieux ce rapport entre ce que l'on rend visible et ce qu'on laisse dans l'ombre, qu'on rend invisible ? Si la place des femmes et de leurs paroles est réduite, voire souvent attaquée (on va très souvent les ridiculiser ou leur imputer les manquements passés), c'est par leur invisibilité structurelle, du fait de la confusion encore fréquente entre ce qu'elles font et ce qu'elles sont, entre un travail qui demande efforts et compétences et sa naturalisation dans le registre des aptitudes féminines (à la disponibilité ou au dévouement, aujourd'hui relooké dans la notion rassurante de l'empathie). Il s'agit alors, au-delà de la déploration, de se poser la question ; quelle place est faite à l'invisibilité sur le plan symbolique et de la distribution des valeurs ? Quand on parle d'invisibilité, c'est souvent pour déplorer une forme de fatalité, se limiter confortablement au constat – sans réfléchir à ce que serait rendre visible, rendre justice. Que l'invisible ne se traduise pas si aisément dans le registre du visible, nous le pressentons dans la gêne que nous pouvons éprouver au discours d'héroïsation des pourvoyeuses ordinaires de *care* – et pas seulement pour son hypocrisie. C'est tout le paradoxe de l'éthique du *care* et de la valorisation de l'ordinaire, du discret, du « bas ». Toute la difficulté aussi de valoriser économiquement un travail où l'intelligence se mobilise pour anticiper sur les besoins, pour agir avant même que ceux-ci s'expriment, dans un monde devenu propre qui a effacé l'effort pour enlever la saleté, l'inconfort. Une intelligence qui réussit en effaçant ses œuvres, échoue lorsqu'elle se fait trop sentir. Pour ainsi dire : l'attention envers autrui ne doit jamais l'étouffer d'une sollicitude indiscreète.

Comment alors valoriser une forme de vie insoluble dans la gestion néolibérale ? Comment changer de paradigme ? On peut bien accepter d'être invisible à condition de ne pas être dévalorisées du fait de l'être et d'avoir le choix de l'être ou de ne pas l'être, d'avoir le choix des formes dans lesquelles se rendre visible, qui sont souvent des récits, des narrations qui entrent dans le détail, dans la matière du monde ordinaire, qui laissent place aux bifurcations imprévues, aux revirements et à l'incertitude des affects, leur inévitable ambiguïté. Valoriser l'ombre dans laquelle sont tenues les contributions des pourvoyeuses de *care* voudrait dire changer tout un système de valeurs pour ne plus en faire le double obscur de la lumière. On est donc dans une ambiguïté : ce travail réalisé en majorité par des femmes est encore, voire encore plus sous-estimé, au moment même où son importance émerge aux yeux de tous. Le *care* a été de longue date le nom même de ce qui a été négligé et méprisé par les politiques publiques, et que c'est bien l'absence d'attention (de *care*) portée par les gouvernements de la dernière décennie à tous les secteurs en charge du soin et de la protection des citoyens (santé

au premier chef, mais aussi éducation, pauvreté, grand âge, handicap) qui rend si difficile la lutte contre Covid-19. Des manifestations incessantes des acteurs de santé, aux fictions comme *Hippocrate* – revoyez les dernières scènes du film, où tout le personnel enfin solidaire exprime sa révolte contre la réduction des moyens, l’aveuglement de l’esprit gestionnaire appliqué à l’humain, et le manque de reconnaissance des aides-soignantes et médecins étrangers – ont exprimé cette profonde injustice, qui montre bien que le *care* est bien d’abord affaire d’égalité des citoyens dans la protection que leur doit l’État. La catastrophe sanitaire montre l’injustice des politiques menées contre les services publics et (re)met la protection sociale au cœur des préoccupations partagées, d’où l’avait délogée l’évidence inégalitaire de la maximisation des profits financiers.

### **L’invisibilité globalisée**

Plus que d’un changement, il s’agit d’une prise de conscience d’une *inversion des valeurs* acceptée depuis des décennies et dénoncée dès l’origine par les analyses du *care* : les métiers les plus véritablement *utiles* sont les moins bien payés et les moins bien considérés. Ce qui compte le plus pour notre vie ordinaire, ce qui la rend possible – soignantes, nettoyeurs, éboueurs, caissières, livreurs, camionneurs – est en fait ce qui compte *le moins* dans l’échelle de valeurs que nous avons collectivement validée. Il ne s’agit pas seulement des multiples injustices structurelles qu’a mises en évidence l’épidémie, entre ceux qui sont au confort des résidences secondaires et ceux qui sont au travail ou entassés. Il s’agit de la méconnaissance par une société entière de ce qui la *fait vivre*, au quotidien ou dans l’urgence du risque de la mort.

Si cette révélation morale est possible, c’est justement par la situation (inédite pour beaucoup des générations présentes) de catastrophe, qui révèle des vulnérabilités radicales – là aussi le fondement de l’éthique du *care*. Vulnérabilité des personnes, des institutions, et menace sur la *forme de vie* humaine, entendue, pour reprendre une distinction du philosophe Stanley Cavell, comme horizontale (sociale, dans des liens qui sont recomposés) et verticale (biologique, comme espèce globalisée et menacée). Le *care* n’est jamais aussi visible que dans ces situations où c’est la forme de vie, la vie « normale » qui est ébranlée comme dans ces films catastrophe qui s’ouvrent sur une inquiétante description de la vie quotidienne. Cette crise pourrait faire apparaître un ensemble de talents, de compétences, de savoir faire et des modalités d’intervention sur le monde qui vont au-delà de ce que nous pouvons voir depuis la France et la lorgnette étroite de l’eurocentrisme. Une vision radicale du *care* contraint à voir l’ensemble de la forme de vie des privilégiés comme maintenue par une activité produite par les dominés, mais aussi par le siphonage des ressources des Suds qui assurent l’entretien de la vie et le niveau de vie des personnes riches des sociétés, à commencer par l’exploitation d’une migration féminine au service d’un *care* « de service » qui peut être délégué et acheté au Nord. Ce travail reste délimité par tout ce que les plus privilégiées ne prennent pas en charge, en résumé « le sale boulot » qui revient aux « autres ». Qu’il soit fourni dans la sphère domestique, par les institutions publiques, ou par le marché,

le *care* est produit à bas prix, par des femmes dont les positions sociales restent le plus souvent précaires, voire qui sont exclues de la citoyenneté dans le pays où elles exercent. Avec la « fuite du *care* » des pays pauvres vers les riches, on touche à la limite des beaux discours sur la valorisation, et l'héroïsation des travailleuses du *care*. Car ce travail, personne qui peut l'éviter ne souhaite positivement le faire. Rares sont les gens qui se sont portés volontaires pour faire le ménage dans les hôpitaux (il y en a).

Cette épidémie, nous l'avons annoncé en commençant, n'est ni la première ni la dernière du siècle. Comment allons-nous collectivement sortir de celle-là et aborder les prochaines ? Déjà en se demandant qui est *nous*. L'épidémie est mondiale, et chacun dépend des autres pour s'en tirer. Ensuite, en faisant le lien entre crise écologique et épidémie. Pas seulement parce que les nuisances environnementales, on le sait, ont fragilisé les populations des zones les plus atteintes par le virus. Mais aussi parce que c'est la même invisibilité qui affecte les femmes et l'environnement, et la même négation de ce qui nous permet de vivre. L'essentiel de la crise écologique est associé à des modes de vie sur-consommateurs de la nature et à l'épuisement des ressources. Et pourtant, les mesures en matière de protection de la nature ont, tout d'abord, concerné des espèces et espaces extraordinaires avant de toucher les personnes (et d'ailleurs, souvent au travers d'injonctions concernant leurs modes de vie – et donc en direction des femmes). L'environnement ordinaire a souvent été disqualifié dans les politiques de l'environnement, sous prétexte que cet environnement du quotidien était souvent urbain. La nature est souvent envisagée sous l'angle du sauvage à préserver (ou à retrouver, comme les reportages soûlants en temps de confinement intitulés inévitablement « La nature reprend ses droits » où l'on nous montre des animaux dans les rues abandonnées par les humains), et jamais d'un point de vue de *care* de l'environnement au quotidien. On en oublie *les services rendus par la nature* ou les bénéfices que les humains retirent des écosystèmes, dits « services écosystémiques ». L'évaluation de ces derniers est souvent réalisée sans prendre en compte les inégalités de genre. Or, il est important de souligner la dimension genrée de la perception et de l'usage des services écosystémiques pour plusieurs raisons. Les rôles d'approvisionnement et donc de collecte de l'eau, du bois et autres provisions recueillies directement dans l'environnement sont essentiellement dévolus aux femmes. Dans les zones rurales en particulier et dans les zones pauvres des villes, les femmes jouent un rôle important dans l'agriculture et s'acquittent de la majeure partie des soins et travaux domestiques non rémunérés, tels que la collecte de l'eau et du bois de chauffage, la transformation des produits vivriers, la cuisine et les soins aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes malades. Si les femmes n'ont pas accès à ces services dans leur proximité, ces tâches exigent encore plus de temps et d'efforts. Les femmes ont légalement et politiquement un moindre accès à la gestion de l'environnement et moins éduquées souvent, elles sont considérées moins capables de prendre des bonnes décisions le concernant. En somme, les dégradations qui affectent l'environnement ordinaire et les « services » rendus par la nature contribuent mécaniquement à affecter de manière plus importante les femmes. Une des manières d'établir plus solidement cette hypothèse est certainement de désagréger les données et de voir de quelle manière les choix faits en matière d'environnement et de sa



préservation dépendent des situations socio-économiques et culturelles. Ce ne sont pas juste les activités de prise en charge de et PAR l'environnement qui sont éludées, mais plus largement les dimensions de l'environnement pertinentes pour l'activité des femmes. L'environnementalisme *grassroots*, composé d'innovations et de mobilisations intégrées dans la production de l'environnement, est le fait des femmes dont le rôle est crucial dans cette sphère domestique étendue à l'environnement. Les collectifs formels et informels qui participent d'une protection de l'environnement de proximité et des services écosystémiques, que ce soit dans les actions locales contre les pollutions ou dans les mouvements contre les grands projets urbains, sont largement féminisés et moins visibles que le sauvetage de la biodiversité extraordinaire, des espèces et espaces rares, qui offrent au contraire de nouveaux terrains d'aventure à une population majoritairement masculine, loin de la vie de tous les jours.

### **Le déni du service**

Joan Tronto envisage d'emblée dans sa définition déjà citée une extension de l'éthique du *care* au-delà de l'humain : « Nous y incluons la possibilité que le soin s'applique non seulement aux autres, mais aussi à des objets et à l'environnement ». L'idée de *care* environnemental, le soin porté à l'environnement proche, s'appuie sur le constat que l'environnement fait l'objet d'*attentions* qui peuvent être envisagées à partir de l'éthique du *care*. La notion d'attention, au sens très matériel du *prendre soin*, peut s'appliquer aux attitudes et aux pratiques de prise en compte de l'environnement très diverses : comportements individuels ou collectifs respectueux de l'environnement (tri des déchets, calcul et limitation de son empreinte carbone, achats alimentaires, circuits courts, consommation d'énergie, de matériaux, de biens de consommation...). Ce sont ces gestes qui sont, par la force des choses, en pratique aujourd'hui. Les itinéraires techniques et l'acquisition des savoirs de l'agro-écologie ou de peuvent être analysées de cette manière : l'*observation* précise et attentive des phénomènes, l'attention portée aux arrangements des cultures dans l'espace et dans le temps forment les bases de ce type d'agriculture. Plus généralement l'aménagement écologique et local de l'espace (urbanisme, architecture, paysagisme...) peut être lu comme relevant d'une forme de *care* avec la volonté de porter attention à l'espace proche comme au macrocosme planétaire. Alors que le mouvement environnementaliste s'est essentiellement focalisé sur les espaces et espèces emblématiques, les femmes partout dans le monde sont confrontées à la protection de cet environnement ordinaire. Le mépris global pour les activités de *care* a ainsi conduit à une incomplétude de la conception libérale de la morale et de la justice, celle-ci étant condamnée à poser une hétérogénéité problématique entre la société dans sa dimension morale et ce qui la perpétue. L'urgence véritable sera de revenir sur ce déni des « services » et des décennies qui ont ignoré et gâché les ressources naturelles et humaines qui portent l'humanité. Les recherches sur le rôle des femmes dans le travail agricole, dans la gestion des ressources ou de la biodiversité, dans la préservation des vies quotidiennes sont autant de voies pour clarifier les

enjeux de justice associés aux transitions socio-écologiques, techniques et économiques et percevoir les limites d'un concept de développement essentiellement orienté vers la préservation de modes de vie du Nord fondés sur la sur-exploitation des milieux naturels... et des populations du Sud. Toutes les études menées montrent que l'*empowerment* des femmes contribue à la sécurité alimentaire et une gestion des terres responsable, sinon durable. Pour cela l'enjeu est encore une fois de combattre l'invisibilisation du travail de *care* et de soutenir la représentation des femmes dans les instances de prise de décision à tous les niveaux en cas de catastrophe.

D'autant que de nombreux rapports et travaux montrent que, du fait de leur place dans la gestion des environnements ordinaires, les femmes sont souvent les plus susceptibles d'être durement touchées en cas de catastrophe naturelle. Par exemple, l'Ouragan Katrina, qui a ravagé la Nouvelle-Orléans en 2005, a touché en priorité les femmes afro-américaines et leurs enfants. Plus de 70 % des personnes qui ont péri dans le tsunami de 2004 en Asie étaient des femmes. Au Sri Lanka, il a été plus facile pour les hommes de survivre au tsunami de 2004 parce que ceux-ci avaient l'avantage de savoir nager et grimper aux arbres, des compétences qui ne sont enseignées qu'aux garçons. En ce qui concerne l'adaptation au changement climatique, l'augmentation des sécheresses et des pénuries d'eau touchera principalement les femmes qui sont dans les pays pauvres les principales collectrices, utilisatrices et gestionnaires de l'eau. Enfin, la perte des moyens de subsistance est synonyme d'un accroissement des violences subies basées sur le genre, question brûlante aujourd'hui. Aujourd'hui la maladie frappe certes majoritairement les hommes mais les femmes sont et seront les premières victimes de la pauvreté – massive et aussi meurtrière, selon toutes les prévisions, que la maladie.

Ainsi, penser à l'au-delà de la crise, ce n'est pas penser l'après (avec les hommes), c'est penser avec toute la société et notamment ceux et celles qui la font vivre. La révélation des inégalités de genre et du travail de *care* avec la crise du Covid au Nord fait partie intégrante de la longue liste d'inégalités globales de genre qui s'exacerbent en période de catastrophe. En somme, la crise actuelle est riche d'enseignements quant à la prise en compte des risques à venir, et quant à la signification de l'invisibilité des femmes et à ses conséquences pour les crises à venir.

Le souci des autres, la responsabilité, c'est bien la valeur qui se révèle aujourd'hui comme première, contre la course au profit ou l'exploitation des ressources de la planète. Le *care* a longtemps été considéré (et déconsidéré souvent, comme en témoignent de rituelles moqueries) comme le souci du proche, de la famille nucléaire, avec comme modèle le lien mère-enfant. On aura désormais compris, au prix du désastre actuel, qu'il est un travail, qui fait tenir le monde et notamment celui des « privilégiés ». Et « en même temps », qui s'étonnera que la valorisation du *care* en situation de catastrophe, et cette responsabilité collectivement assumée, soient effacées immédiatement par des discours politiques qui visent à toujours réserver la parole et le pouvoir à ceux qui sont largement responsables de la gravité de la situation mais veulent continuer à bénéficier de leur position. Dans [\*Parasite, le beau film coréen de Bong Joon Ho\*](#), les parasites ne sont finalement pas les pauvres qui vivent

dans les sous-sols ou tentent de tirer leur épingle du jeu au service des privilégiés ; le génie du film est de nous faire comprendre que ce sont les privilégiés eux-mêmes qui vivent au dépens et au détriment de la société entière. Il serait paradoxal que la crise du Covid-19 nous fasse oublier la leçon de la palme de Cannes – et du premier Oscar non occidental.